

THEME 3 : LE G5 SAHEL

Le 16 février 2014, les présidents de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad et du Niger, réunis à Nouakchott, créaient le G5 du Sahel. Destiné à coordonner les "*politiques de développement et de sécurité des cinq États*", il prend place dans une région où les organisations régionales sont déjà nombreuses. Le G5 Sahel ou « G5S » est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, créé lors d'un sommet du 15 au 17 février 2014¹ par cinq États du Sahel : Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Il s'est doté d'une convention signée le 19 décembre 2014 et le siège de son secrétariat permanent est en Mauritanie. Le poste de secrétaire permanent est confié au Niger.

Il se réunit à différents niveaux dont, pour le volet militaire, au niveau des chefs d'État-major des armées. Le G5S affiche une forte volonté de développement durable, par la création d'infrastructures, par la promotion de l'économie et par le développement humain. Il appelle au soutien de la part de l'ensemble des partenaires au développement intéressés par la région, notamment le groupe de la Banque Mondiale, les coopérations bilatérales, les organisations de développement islamiques. Un Programme prioritaire d'investissement (PIP) a été esquissé, pour répondre aux besoins du développement, notamment en matière de gouvernance, de sécurité, de résilience économique et d'infrastructures. Le G5S souhaite un financement à hauteur de 14,8 milliards de dollars pour le réaliser.

¹Communiqué final du Sommet des Chefs d'État du G5 du Sahel : Création d'un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale dénommé G5 du Sahel

Financement de la Force G5 Sahel

Les dirigeants du G5 Sahel ont acté à Bamako, en présence du Président français, Emmanuel Macron, la constitution d'une force anti-djihadiste conjointe. Il reste à régler le problème de financement de cette force estimé à 423 millions d'euros soit 327 milliards de FCFA². Objectif atteint, puisque la communauté internationale va soutenir la force conjointe du G5-Sahel à hauteur de 414 millions d'euros.

L'Union européenne et ses Etats membres participeront pour près de la moitié à ce financement. Sur les 414 millions d'euros annoncés, l'Union Européenne contribuera à hauteur de 100 millions, doublant donc son aide actuelle. L'Arabie Saoudite a promis également 100 millions, les Emirats Arabes Unis, 30 millions et les Etats du G5, 50 millions. La France complétera son effort à hauteur de 8 millions, essentiellement sous forme de matériel. Les Etats-Unis ont, eux, promis l'équivalent de 48,8 millions d'euros d'aide bilatérale. Pour que la lutte contre le terrorisme puisse produire des résultats escomptés, il faut s'attaquer aux principaux maux auxquels le Sahel est soumis. Cela sous tend une volonté des pays du G5 Sahel de circonscrire les préoccupations communes de sécurité et de développement de la région.

Ce qui explique l'engagement politique des dirigeants des Etats du Sahel de faire de leur région un espace économiquement intégré, socialement prospère, culturellement riche, où la sécurité et la paix règnent durablement en se fondant sur l'état de droit, la bonne gouvernance et la démocratie, par la création d'une communauté moderne, ouverte à l'innovation et à la technologie, unie, solidaire et tolérante, contribuant

efficacement à l'amélioration constante de la qualité de vie de toutes ses populations et à tous les niveaux.

Le Président français, Emmanuel Macron insiste sur la nécessité de combiner contre-terrorisme et aide au développement. La France s'engage à contribuer à hauteur de 200 millions d'euros, en plus des projets déjà en cours au Sahel, étalés sur cinq ans.

Tout cet effort de la communauté internationale vise à apporter une réponse économique et solidaire aux pays du G5 Sahel, à l'effet de les aider à faire face de manière durable aux problèmes de développement qui sont généralement, une des conséquences des mouvements terroristes, et des flux migratoires des jeunes de ces pays vers l'occident.

En sécurisant ces zones, en fixant ces populations par des programmes et projets de développement bien ancrés auprès des populations concernées, le G5 Sahel tente de répondre au désespoir des jeunes ayant perdu tout espoir de vie meilleure dans leur pays.

APF/SECTION TCHAD